

# Lutte de classe

## Sale temps pour le capitalisme mondial : croissance économique en baisse et inflation en hausse.

Après l'article que vous avez lu sur les milliardaires, c'est à ne plus rien y comprendre. Disons que tous les capitalistes ne sont pas tous logés à la même enseigne et que derrière les chiffres se cache souvent une autre réalité.

Par exemple, la personne la plus riche de Hong Kong, à savoir Li Ka-shing, a perdu 3,6 milliards d'euros de sa valeur nette, tous liés à des actions émises dans le public, entre le 4 janvier et le 11 février soit en seulement 37 jours.

La personne la plus riche de Chine continentale, à savoir Yang Huiyan âgé de 26 ans, a quant à lui chuté de 11,4 milliards d'euros en septembre dernier à 4,9 milliards d'euros dans le classement. La fortune du cofondateur de Google Sergey Brin, qui avait atteint les 16,7 milliards d'euros l'an dernier, a chuté à 12,3 milliards d'euros. D'autres ont été frappés beaucoup plus fort, disparaissant complètement de la liste. On peut citer par exemple Richard Fuld, président de Lehman Brothers et James Cayne, ex-président de Bear Stearns (il a été licencié), tous deux victimes de la situation critique du crédit dans le monde, ainsi que William Pulte de Pulte Homes, dont l'action a chuté en même temps que le marché de l'immobilier.

Et puis derrière les faillites et les pertes records des banques et des fonds d'investissement, ce sont de dizaines ou des centaines de millionnaires qui ont perdu des sommes colossales, si on y ajoute les centaines de milliers qui n'ont perdu que des centaines de milliers de dollars, à l'arrivée cela représente des centaines de milliards de dollars de pertes sèches.

Si certains secteurs d'activité bénéficient de taux de profit énormes, dans d'autres secteurs il est proche de zéro. Les chiffres ci-dessous constituent donc une moyenne si l'on veut, qui donne un état global et une tendance de l'économie capitaliste mondiale à court terme.

Ce texte est encore une compilation de plusieurs articles, j'ai rajouté quelques brefs commentaires, je pense que leur tonalité militante vous permettra de les reconnaître facilement.

La croissance américaine ne devrait être que de 1,4% en 2008 contre 2% prévus lors des précédentes estimations de l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE), publiées en décembre, a déclaré jeudi Jürgen Elmeskov, chef économiste par intérim.

Le Fonds monétaire international (FMI) estime que l'économie des Etats-Unis "*reste très faible, certainement proche d'une possible récession*" et il a confirmé sa prévision d'une croissance de 1,5% pour les Etats-Unis en 2008, selon un projet de rapport dévoilé jeudi par l'agence italienne de presse Ansa.

Au premier et au deuxième trimestre, la croissance américaine "*sera dans une fourchette proche de zéro, on ne sait pas si le chiffre sera positif ou négatif*", a-t-il poursuivi.

"*Quoiqu'il en soit, ce sera une période forcément néfaste, on peut conclure à une forte faiblesse de l'économie des Etats-Unis*", a-t-il affirmé, tandis que l'OCDE a précisé qu'elle s'attendait à une croissance de 0,1% du PIB américain au premier trimestre 2008 et à une croissance nulle au deuxième.

Pour la zone euro, l'OCDE est moins pessimiste avec une croissance vue à 0,5% au premier trimestre et à 0,4% au deuxième, le ralentissement a été "*moins brutal*" qu'aux Etats-Unis, et elle maintient sa prévision de croissance à 1,9%.

La croissance devrait cependant rester "*dans le bas de son potentiel pendant un certain temps*", à savoir inférieure à 2% par an, même si "*les exportations semblent pour le moment assez bien résister*" à l'appréciation de l'euro, qui aura des effets "*limités*" sur le produit intérieur brut.

Elle a aussi permis d'amortir l'impact de la flambée des prix alimentaires et énergétiques, qui a été à l'origine d'un bond de l'inflation à 3,3% sur un an en février, son sommet depuis plus de dix ans.

M. Elmeskov s'inquiète surtout de la hausse de l'inflation de base, hors prix de l'énergie et de l'alimentation, "*particulièrement élevée*" dans la zone euro.

"*Elle pourrait mener à une dérive des attentes d'inflation qui pourrait coûter assez cher*" en termes de croissance, s'alarme-t-il.

Pour la France et l'Allemagne, la prévision de croissance est maintenue à 1,8% pour 2008, même si les attentes pour le premier trimestre ont été revues en légère hausse.

Dans sa note de conjoncture publiée vendredi, l'Institut national de la statistique prévoit une progression du produit intérieur brut (PIB) de 0,4% au premier trimestre 2008 et de 0,3% au deuxième trimestre en France, soit un acquis de croissance de 1,4%.

De son côté, l'OCDE a estimé jeudi que la croissance française serait de 0,4% pour chacun de ces trimestres.

La ministre de l'Economie, Christine Lagarde, l'a d'ailleurs reconnu jeudi : la France va prochainement réviser en "*légère baisse*" sa prévision de croissance pour 2008. Elle s'est refusée à donner un chiffre, mais il est vraisemblable qu'elle soit de l'ordre de 1,8%, après 1,9% l'an dernier. La Commission européenne table quant à elle sur 1,7%

La croissance italienne est en revanche revue à la baisse à 1,1% contre 1,3% lors des estimations de décembre.

Pour les quinze pays de la zone euro, le FMI table sur une croissance de 1,6% cette année.

Hors zone euro, la croissance du Royaume-Uni est relevée à 2,4% contre 2% auparavant, même si l'économiste en chef de l'OCDE s'est montré prudent sur ce chiffre, répétant qu'il s'agissait d'une estimation transitoire.

Au Japon, le rythme de croissance est ramené à 1,5% pour 2008 contre 1,6% auparavant, malgré le soutien de ses voisins asiatiques en expansion, comme la Chine.

D'après Ansa, le FMI table pour cette année sur une croissance économique mondiale de 4,2%, ce qui constitue une légère hausse par rapport à sa prévision de 4,1% fournie en janvier.

L'inflation la bête noire du capitalisme.

L'inflation américaine a atteint 4% le mois dernier, 2,2% si l'on retire l'alimentation et l'énergie, "*bien au-delà des niveaux acceptables*", poursuit le rapport.

Le FMI, qui doit publier ses Perspectives économiques les 12 et 13 avril, juge également que le dollar est "*plutôt fort*" malgré sa récente glissade et table sur un prix du pétrole autour de 95 dollars le baril en 2008 et 2008, lit-on encore dans le rapport.

Selon le document, le dollar, depuis le début de l'année 2002, "*s'est déprécié d'environ 25% en termes réels, ce qui représente ainsi l'un des exemples les plus cohérents de dévaluation depuis Bretton Woods*".

Le dollar s'est "*approché de son équilibre à moyen terme mais reste plutôt fort*", est-il toutefois ajouté.

Le FMI s'est félicité de la position de fermeté de la Banque centrale européenne en matière de taux d'intérêt, estimant qu'elle avait "*raison de garder ses taux inchangés*", tout en l'incitant à être prête à répondre "*de manière flexible en cas de menaces sur la croissance ou d'accélération de l'inflation*".

En France

Une forte inflation se maintenant autour de 3% jusqu'à l'été, qui réduirait à peu de chagrin la hausse du pouvoir

d'achat des ménages, selon l'Insee.

Ainsi, "sur les 3% de hausse de l'inflation que nous prévoyons à la fin du premier semestre, à peu près la moitié serait due aux produits alimentaires et à l'énergie", a déclaré Eric Dubois, chef du département de conjoncture de l'Insee, en présentant la note de conjoncture de mars publiée vendredi.

"Les prix alimentaires ont beaucoup augmenté depuis plus de six mois et ils devraient continuer à augmenter dans les mois qui viennent pour atteindre de l'ordre de 5% en glissement annuel", a-t-il dit.

L'indice des prix dans la grande distribution calculé par l'Insee a augmenté de 4,6% en février sur un an, d'après une statistique publiée le 12 mars.

L'inflation alimentaire tient à une conjonction de conditions défavorables du côté de l'offre et de la demande, avec d'un côté des récoltes qui ont été inférieures à la normale à cause de sécheresses et d'inondations, et de l'autre une demande qui est accrue à la fois par le développement des biocarburants et par la forte croissance des pays en voie de développement qui changent leurs habitudes alimentaires, a expliqué Eric Dubois. Les écologistes ont toujours de bonnes idées quand il s'agit de saigner le prolétariat. Les explications avancées ici font volontairement l'impasse sur la spéculation qui fait s'envoler le cours des matières premières, dont les produits alimentaires, et la volonté des patrons de s'enrichir toujours davantage.

Ce que les capitalistes ne peuvent pas reprendre par la voie législative ou en affrontant directement le prolétariat, par exemple augmenter les impôts ou les taxes, liquider les acquis sociaux, etc., ils l'obtiennent en augmentant leurs prix. Les capitalistes du CAC 40 raflent la mise en réalisant des profits vertigineux, près de 100 milliards d'euro en 2007, pour l'essentiel ils sont réalisés en dehors de France, alors les capitalistes plus modestes dont l'activité se concentre en partie ou exclusivement dans l'hexagone ne voient pas pourquoi eux aussi ils ne profiteraient pas de la situation créée par l'arrivée au pouvoir de Sarkozy et l'offensive tout azimut déclenché par ce dernier contre le prolétariat pour s'en mettre plein les poches. Par exemple, un pantalon payé 2 euros par Auchan ou Carrefour à un fabricant bangladaï, sera revendu 20 euros, ces patrons ne vont pas dire qu'ils ne pourraient pas le vendre 10 euros (minimum) moins cher et conserver une marge confortable. J'imagine qu'on arriverait au même constat avec les produits alimentaires importés ou sous-payés aux producteurs en France.

Le pic d'inflation initialement prévu par l'Insee en février à 3% devrait finalement intervenir en mars, mais se maintiendrait à ce niveau jusqu'en juin. L'inflation énergétique tendrait à se modérer tout en restant élevée, avec un baril de pétrole stabilisé autour de 95 dollars, mais c'est surtout l'inflation alimentaire qui poursuivrait son envolée.

"Entre juillet 2007 et juin 2008, les prix alimentaires contribueraient à l'inflation à hauteur de 1 point, dont 0,7 lié aux seuls prix des matières premières agricoles", explique Pierre-Olivier Befy, conjoncturiste à l'Insee. Par comparaison, l'inflation énergétique serait de l'ordre de 0,6 point sur cette période.

"Cette hausse de l'inflation n'est pas une bonne nouvelle pour les ménages, même si ceux-ci devraient résister à l'érosion de leur pouvoir d'achat", poursuit-il. Une contrevérité qui ne doit manifestement pas concerner son auteur.

Un "pouvoir d'achat atone", certes soutenu par un marché du travail dynamique (96.000 emplois créés au premier semestre et un taux de chômage stable à 7,5%) et "l'impact favorable" du paquet fiscal voté l'été dernier, mais qui ne progresserait que de 0,3% sur l'ensemble du premier semestre. Des chiffres et une analyse plutôt sommaires qui relèvent de la manipulation.

En 2007, grâce notamment à une "forte baisse de l'impôt sur le revenu" et à la faveur d'une inflation modérée, il avait progressé de 3,1%. Baisse d'impôt qui a bénéficié aux nantis, tandis que la hausse des prix de l'alimentation et de l'énergie frappe de plein fouet les travailleurs, mais cela les journalistes des agences de presse n'ont pas le droit de le dire.

(source : AFP et Reuters 20 et 21.03)